



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet OMS Modernization Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-206246/C	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-20-3266246	Date 2022-02-07
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-165-40231	
File No. - N° de dossier 005im.21120-206246	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-03-15 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Conn-Harbinson, Margo	Buyer Id - Id de l'acheteur 005im
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8108 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

La présente modification n° 005 vise à modifier la demande de soumissions et à fournir des réponses aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS :

La modification vise à:

- A) Prolonger la date de clôture de la demande de soumissions.
- B) Répondre aux questions concernant l'invitation à soumissionner.

A) PROLONGER LA DATE DE CLOTURE DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

- 1) LE BUT DE CETTE MODIFICATION EST POUR PROLONGER LA DATE DE CLOTURE DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS **DU 28 FÉVRIER 2022, 2:00 PM HNE, AU 15 MARS 2022, 2:00 HAE**. AUCUNE AUTRE PROLONGATION NE SERA ACCORDÉE POUR LE MOMENT.

B) QUESTIONS:

Les questions suivantes ont été posées par des soumissionnaires. Pour faire en sorte que les renseignements transmis aux soumissionnaires soient uniformes et exacts, les questions importantes reçues ainsi que les réponses seront transmises simultanément à tous ceux à qui la demande de soumissions a été envoyée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

- Q.49. La section 5.2(b) de la partie 5 énonce ce qui suit : « Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution d'un contrat qu'un soumissionnaire termine le programme d'évaluation de la TI du Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS). » Pouvez-vous fournir les exigences du programme d'évaluation et en décrire le processus? Veuillez fournir des liens vers des documents accessibles au public lorsque cela est possible.
- R.49. Le Centre canadien pour la cybersécurité a mis à jour ses processus et l'évaluation des TI n'est plus requise. La partie 5, section 5.2(b) est supprimée dans son intégralité.
- Q.50. En cas de positionnement du modèle SaaS, le fournisseur doit-il détenir une vérification d'organisation désignée (VOD) et s'assurer que le personnel ayant accès à l'information réside au Canada et a les cotes de fiabilités requises? Suivi : cette exigence peut-elle être satisfaite lors de l'attribution du contrat?
- R.50. Veuillez-vous reporter aux exigences relatives à la sécurité (sections 6.1 et 7.5). Un contrat ne peut être attribué si le fournisseur ne satisfait pas à ces exigences.
- Q.51. Le gouvernement du Canada est-il ouvert à tout fournisseur de services infonuagiques que le soumissionnaire choisit, à condition que ce fournisseur réponde à toutes les exigences techniques (y compris l'intégration des systèmes) et exigences relatives à la sécurité?
- R.51. Le fournisseur de services infonuagiques doit répondre à toutes les exigences techniques (y compris l'intégration des systèmes) et exigences relatives à la sécurité, mais cela ne suffit pas. En outre, le fournisseur doit être approuvé par le CCCS pour stocker et traiter les données du gouvernement du Canada au niveau « Protégé B ».

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Pour en savoir plus sur le processus d'évaluation des fournisseurs de services infonuagiques du CCCS, veuillez contacter les Services infonuagiques du gouvernement du Canada :

<https://gc-cloud-services.canada.ca/s/contactusemail?language=fr>

Q.52. Le Service correctionnel du Canada (SCC) pourrait-il fournir une version lisible de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité?

R.52. Une image à plus haute résolution est incluse dans cette modification. Elle est aussi disponible sur demande auprès de l'autorité contractante.

Q.53. a. Le SCC a-t-il l'intention d'exiger des fournisseurs qu'ils obtiennent la VOD, avec une autorisation de détenir des renseignements de niveau « PROTÉGÉ », avant de soumettre la demande de propositions (DP), avant l'attribution du contrat de prototype ou avant l'attribution du contrat intégral?

b. Le SCC a-t-il l'intention d'exiger que le personnel du fournisseur détienne une COTE DE FIABILITÉ avant de soumettre la DP, avant l'attribution du contrat de prototype ou avant l'attribution du contrat intégral?

R.53. Voir la réponse à la question 50. Les exigences relatives à la sécurité doivent être respectées avant l'adjudication du contrat, mais ne sont pas nécessaires pour présenter la soumission.

Q.54. **Section :** 03 Évaluations

Exigence n° : AR-4

Description de l'exigence : La solution proposée doit permettre au SCC de capturer, de conserver et de communiquer les évaluations reçues d'Aînés et de conseillers spirituels à l'égard des délinquants désireux de suivre un cheminement de guérison autochtone. Les évaluations effectuées par les Aînés sont prises en considération dans les décisions touchant la classification de sécurité et le placement pénitentiaire consignées dans les plans correctionnels.

Question : Quel contenu structuré sera-t-il demandé des Aînés et des conseillers spirituels et sous quel format devront-ils fournir leur rétroaction dans l'ÉTAT FUTUR SOUHAITÉ (pour pouvoir effectuer des liens) pour les décisions relatives à la classification, au niveau de sécurité et au placement du délinquant? (Par exemple, l'Aîné aura-t-il à répondre à des questions structurées ou devra-t-il remplir une liste de caractéristiques et de champs?)

Les Aînés fourniront-ils des notes circonstanciées?

R.54. Dans l'état futur souhaité, les évaluations des Aînés seront une combinaison de données structurées et de notes circonstanciées.

Q.55. **Section :** Annexe B, Section 2 – Exigences cotées

Exigence n° : R-67

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Description de l'exigence : Architecture et intégration fondées sur les composants

Le SCC souhaiterait être en mesure d'obtenir un « gain éclair » et d'établir un soutien continu pour la modernisation en déployant une capacité opérationnelle au début du projet.

Question : Le SCC fait-il référence à la mise en place dans l'environnement de production (mise en service)?

R.55. Oui, l'exigence cotée fait référence à la mise en service de la solution avec une seule capacité opérationnelle (biens personnels des délinquants).

Q.56. **Section :** Exigences techniques

Exigence n° : SP-24, SP-25, SP-26 et SP-7

Description de l'exigence :

SP-24 – La solution doit n'autoriser qu'une seule session à accès privilégié à la fois. Les sessions simultanées à accès privilégié sont interdites dans l'environnement de production.

SP-25 – Si l'utilisateur est inactif depuis 15 minutes, la solution doit verrouiller la session interactive. Le verrouillage comprend le masquage du contenu de l'écran (comme un économiseur d'écran ou un message préconfiguré).

SP-26 – La solution doit maintenir le verrouillage de la session jusqu'à ce que l'utilisateur rétablisse l'accès au moyen de ses justificatifs d'identité.

SP-27 – La solution devrait afficher à l'écran un message qui confirme la fermeture de session effectuée par l'utilisateur ou le système.

Question : Le SCC peut-il préciser si les questions concernent la solution logicielle ou l'infrastructure qui prend en charge la solution?

R.56. Les exigences concernent la solution logicielle.

Q.57. **Section :** 09 Interventions et services

Exigence n° : INS-7

Description de l'exigence : La solution proposée doit permettre au SCC d'évaluer les programmes et de les classer selon le niveau d'urgence afin de déterminer l'ordre de priorité d'accès aux programmes en fonction des dates d'admissibilité à la semi-liberté, du risque pour la sécurité publique et d'autres critères.

Question : Les règles concernant la priorité sont-elles les mêmes dans tous les programmes? En d'autres termes, est-ce que, pour tous les programmes, la priorité sera basée, par exemple, sur la date d'admissibilité à la libération conditionnelle des délinquants, suivi des autres critères définis?

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Le personnel devrait-il toujours pouvoir contourner manuellement l'ordre de priorité établi par le système et pouvoir inscrire, à tout moment, n'importe quel délinquant à un programme tant que la capacité du programme le permet?

R.57. Les règles concernant la priorité ne sont pas les mêmes pour tous les types de programmes, mais sont identiques au sein des programmes. Veuillez consulter la Directive du commissaire 726, Programmes correctionnels (LD 726-3). Veuillez également vous référer à la Directive du commissaire Programmes et services d'éducation pour les délinquants. Le personnel doit être en mesure de contourner l'ordre de priorité uniquement après avoir suivi un certain nombre de règles opérationnelles, et ce contournement n'est pas basé sur la capacité du programme, mais sur les besoins du délinquant.

Q.58. **Section :** 09 Interventions et services

Exigence n° : INS-12

Description de l'exigence : La solution proposée doit permettre au SCC d'associer les tests d'évaluation du rendement aux programmes prévus afin d'aider à maintenir l'intégrité des programmes et de cerner des tendances au sein de la population carcérale.

Question : Quels sont les indicateurs et les résultats de test d'évaluation du rendement des programmes qui doivent être mesurés? Une note unique/finale (lettre ou pourcentage) par programme/classe suffit-elle?

Comment le succès de la libération du délinquant est-il mesuré/quantifié?

R.58. Les résultats du test sont mesurés par le niveau de changement et d'acquisition de compétences du délinquant après le programme par rapport à sa situation initiale, évaluée par l'animateur du programme. Le succès de la libération est mesuré par la non-récidive, c'est-à-dire que le délinquant n'est pas incarcéré pour une nouvelle peine dans les cinq ans suivant la date d'expiration du mandat de la peine précédente.

Q.59. Le prototype pour le Système de gestion des délinquants (SGD) peut-il être hébergé dans l'environnement d'infonuagique choisi par le soumissionnaire?

R.59. Oui. L'hébergement de la solution prototype sera la responsabilité du soumissionnaire et, par conséquent, il peut être hébergé dans l'environnement nuage choisi par le soumissionnaire. Pour la solution prototype uniquement, les options d'hébergement en nuage ne sont pas limitées aux fournisseurs de services en nuage approuvés par le gouvernement du Canada pour Protégé B.

Q.60. Le prototype pour le SGD doit-il se conformer à toutes les normes de sécurité énoncées par le Canada et le Service correctionnel du Canada, comme le précise la DP?

R.60. Le soumissionnaire doit se conformer à toutes les exigences de sécurité contractuelles requises pour l'attribution du contrat identifiées dans les parties 6.1 et 7.5 avant le début de l'étape 1 - Prototype. L'entrepreneur sera responsable de l'hébergement de la solution prototype, de sorte que le SCC n'exigera pas la conformité à toutes les normes de sécurité énoncées dans la demande de propositions, mais toutes les lacunes en matière de conformité doivent être identifiées dans le livrable PR04 Évaluation préliminaire de l'adéquation et des lacunes de la solution.

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Q.61. Demande de précision concernant la réponse du Canada à la question 37 de la modification n° 3 récemment publiée : S'agit-il d'un projet de développement sur huit ans, c'est-à-dire trois ans de prototype et cinq ans de développement sur mesure avant la mise en service?

R.61. La durée du contrat pour le prototype de solution est de trois ans, mais le Canada prévoit d'exercer son option irrévocable et mettre en service la solution finalisée bien avant la fin de cette période. La durée des étapes de conception et de mise en œuvre de la solution sera basée en partie sur les plans de travail fournis par l'entrepreneur.

Q.62. **Section :** Annexe B, Section 2 – Exigences cotées

Exigence n° : R8

Description de l'exigence : Le soumissionnaire devrait fournir trois curriculum vitae pour chacun des rôles suivants, tel qu'il est décrit à la section 10 de l'annexe A – Énoncé des travaux :

- a) architecte de données
- b) architecte de la sécurité
- c) analyste des systèmes
- d) programmeur ou développeur de logiciels
- e) spécialiste en conversion ou en migration des données

Question : Un soumissionnaire peut obtenir un maximum de 50 points.

Jusqu'à 10 points par rôle, comme suit :

- 10 points si les trois ressources proposées possèdent toutes un minimum de 60 mois d'expérience avec la solution proposée dans leurs rôles respectifs;
- 2 points par ressource ayant plus de 48 mois d'expérience avec la solution proposée;
- 1 point par ressource ayant au moins 24 mois d'expérience dans son rôle respectif;
- 0 point par ressource ayant moins de 24 mois d'expérience dans son rôle respectif.

Quelle serait l'attribution des points si deux des trois ressources ont plus de 60 mois d'expérience de travail avec la solution proposée dans leur rôle respectif et qu'une des ressources a plus de 48 mois d'expérience de travail avec la solution proposée?

R.62. Étant donné que les trois ressources n'ont pas toutes un minimum de 60 mois d'expérience de travail avec la solution proposée, le soumissionnaire obtiendrait 6 points (2 points par ressource comptant plus de 48 mois d'expérience) sur les 10 points possibles.

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Q.63. Pourriez-vous fournir une image à plus haute résolution de la figure 1 – Architecture actuelle des données sur les délinquants (page 5 de l'Énoncé des travaux)?

R.63. Une image à plus haute résolution est incluse dans cette modification. Elle est aussi disponible sur demande auprès de l'autorité contractante.

Q.64. J'ai remarqué que la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité – Étape 1 – Prototype à l'annexe E a été publiée dans la modification n° 1. Elle est toutefois difficile à lire. Pouvez-vous publier le document à plus haute résolution?

R.64. Voir la réponse à la question 52.

Q.65. À l'annexe A, appendice 3 – Paysage technique, section 3.0 – Tour d'horizon de l'infonuagique au SCC, sous-section 3.1 – Architecture infonuagique du SCC (page 149-150), il est indiqué que la plateforme Microsoft Azure est l'architecture privilégiée. Pouvez-vous expliquer sur quoi s'appuie cette préférence et ce qui justifie l'utilisation de cette solution d'architecture?

R.65. Conformément à l'orientation du gouvernement du Canada, une solution infonuagique est préférable. La section 3.1 décrit l'architecture infonuagique actuelle du SCC mise en œuvre pour répondre aux normes de sécurité « Protégé B ».

Q.66. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-1

Description de l'exigence : Le modèle de déploiement privilégié de la solution sera le SaaS, suivi du PaaS et du IaaS, sur site, par ordre décroissant de préférence.

Question : Par rapport à quelles exigences cette préférence sera-t-elle évaluée? Même question pour l'exigence CI-2 concernant le modèle SaaS pour l'infonuagique du gouvernement du Canada.

R.66. Voir le critère R78 pour des instructions sur la façon de satisfaire aux exigences relatives à la compatibilité et à l'intégration.

Q.67. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-3

Description de l'exigence : Si la solution doit être hébergée par le SCC (dans le nuage ou sur site), la préférence sera donnée à une solution compatible avec les services IaaS/PaaS de première partie accessibles dans l'environnement infonuagique Microsoft Azure.

Question : Quel est le fondement de cette préférence et comment a-t-elle été déterminée (quelle en est la justification)? Comment la solution serait-elle évaluée par rapport à une solution SaaS?

R.67. Comme l'indique l'appendice 3 de l'annexe A, l'architecture infonuagique actuelle du SCC comprend un environnement « Protégé B » sur Microsoft Azure. Voir le critère R78 pour des instructions sur la façon de satisfaire aux exigences relatives à la compatibilité et à l'intégration.

N° de l'invitation – Solicitation No.	N° de la modif. – Amd. No	Id de l'acheteur – Buyer ID
21120-206246/C	005	005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

- Q.68. Compte tenu de la durée d'utilisation de la solution (au moins 23 ans), le gouvernement a-t-il déjà lancé un approvisionnement concurrentiel pour sélectionner Azure comme fournisseur d'un espace infonuagique pour la durée d'utilisation de la solution? Auquel cas, veuillez fournir les détails tels que le numéro de série du contrat, sa date de publication et sa valeur en dollars, ainsi que la période (dates) pour la fourniture de services infonuagiques Azure et toute période d'option (avec les détails sur les options) spécifiée dans le contrat.
- R.68. Les références à l'environnement nuage Microsoft Azure sont fournies à titre d'information de base sur le paysage actuel du SCC. Les exigences de la solution et les critères d'évaluation permettent l'utilisation de tout fournisseur de services infonuagiques approuvé par le gouvernement du Canada qui répond à toutes les exigences techniques et d'intégration au niveau Protégé B.
- Q.69. L'article X de l'Accord sur les marchés publics 2012 de l'Organisation mondiale du commerce interdit au gouvernement du Canada de prescrire des spécifications techniques qui exigent ou mentionnent une marque de commerce, un nom commercial ou un fournisseur déterminé. Si la DP autorise des solutions créées dans d'autres environnements infonuagiques pour le SaaS, l'exigence C1-3 indique une préférence pour une solution IaaS/PaaS de l'environnement Microsoft. Puisque d'autres fournisseurs de services infonuagiques « Protégé B » approuvés peuvent fournir des solutions IaaS/PaaS, il est demandé au gouvernement du Canada de se conformer au paragraphe X(4) de l'Accord. Il doit ainsi supprimer toute référence à l'architecture Azure et vérifier qu'il n'y a pas, dans l'Énoncé des travaux et la DP, d'autres exigences obligatoires et cotées qui favorisent Azure ou limitent la concurrence. En particulier, les critères notés R66 (Architecture globale de la solution, page 395), R72 (Mise en œuvre de l'infonuagique, page 401) et R74 (Capacités techniques – Compatibilité et intégration, page 402) de l'annexe B laissent entendre qu'une solution n'utilisant pas Azure pourrait être moins bien notée qu'une solution utilisant Azure, ce qui inciterait les soumissionnaires à utiliser cette plateforme dans leur proposition.
- R.69. La DP n'exige pas l'utilisation d'un fournisseur de services infonuagiques particulier. Lorsque la DP fait mention de l'environnement Azure, c'est en référence à l'architecture infonuagique actuelle du SCC.
- Q.70. Le SCC pourrait-il confirmer que son intention est d'acquérir un logiciel de système de gestion des délinquants « du commerce » et non un progiciel « du commerce » qui n'a pas de fonctionnalité propre à la gestion des délinquants, mais qui permettra au SCC de bâtir un système de gestion des délinquants? Bien que la différence puisse paraître subtile, la réponse à cette question fera que la DP attirera des soumissionnaires proposant les meilleures solutions, qui ont déjà été utilisées dans le domaine de la sécurité publique, au lieu de soumissionnaires qui ont créé des plateformes logicielles qui n'ont jamais été mises à l'essai ou utilisées dans un contexte semblable à celui dans lequel opère le SCC, mais qui fourniront un cadre de base.
- R.70. Le SCC est disposé à utiliser un logiciel de système de gestion des délinquants « du commerce » ou un progiciel « du commerce », à condition que toutes les exigences obligatoires soient satisfaites.
- Q.71. L'introduction de la DP (section 1) énonce ce qui suit : « Le SCC peut, à sa seule discrétion, faire appel à un intégrateur de système ou à d'autres ressources tierces pour l'aider dans tout aspect du projet global de modernisation du SGD. » Le SCC peut-il préciser à quelles parties précises de la modernisation du SGD cet énoncé se limite? Le SCC pourrait-il ainsi engager l'une des parties susmentionnées pour mettre en œuvre une portion du projet qu'un fournisseur soumissionnaire avait déjà incluse dans sa proposition?

N° de l'invitation – Sollicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

R.71. Comme indiqué dans la DP, le SCC peut faire appel à un intégrateur de système ou à un autre tiers pour l'aider dans tout aspect du projet, ce qui pourrait inclure une partie du projet qu'un soumissionnaire a incluse dans sa proposition.

Q.72. La section de la DP intitulée « Étape 3 – Mise en œuvre de la solution » énonce ce qui suit : « Le SCC, à sa seule discrétion, déterminera quelles capacités, le cas échéant, seront incluses dans l'étape 3 – Mise en œuvre de la solution et dans l'autorisation de tâches correspondante. » Le SCC peut-il, par exemple, prendre certaines des capacités opérationnelles proposées par le fournisseur retenu et décider de ne pas en mettre d'autres en œuvre?

R.72. Oui.

Q.73. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-14

Description de l'exigence : La solution doit soutenir la mise en cache, le stockage et le transfert ou la synchronisation hors ligne pour permettre aux utilisateurs de travailler avec leur appareil mobile sans connexion Internet et de synchroniser leur travail avec le système principal lorsque la connexion est rétablie.

Question : Cette exigence se limite-t-elle à des capacités opérationnelles précises ou à l'ensemble de la solution du SGD?

R.73. Le SCC souhaite que cette exigence soit satisfaite pour un certain nombre de capacités opérationnelles et types d'opération pour lesquels les règles opérationnelles ne requièrent pas un accès ou une mise à jour des données en temps réel. En voici des exemples : gestion des évaluations des délinquants, gestion des interventions et des services, surveillance des délinquants dans la collectivité et rapport d'observation et de déclaration. Toutefois, de nombreuses fonctionnalités liées à la gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants nécessitent des mises à jour en temps réel et seraient donc exclues.

Q.74. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-17

Description de l'exigence : La solution doit prendre en charge la capacité de créer des portails publics (destinés aux délinquants, aux visiteurs, aux victimes, etc.).

Question : Le SCC s'attend-il à ce que la solution permette de créer des portails accessibles au public sans l'intervention d'un fournisseur?

R.74. Cette exigence concerne les capacités fournies par la solution, et non les rôles, les compétences ou autres considérations liées à la mise en œuvre de la fonctionnalité.

Q.75. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-53 f.

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Description de l'exigence : La configuration de la solution doit permettre aux utilisateurs d'apporter des modifications au système avec peu ou pas de code, pour notamment :

f. Gérer les modèles

Question : Le SCC peut-il préciser la définition de « modèles »?

R.75. Un modèle peut s'entendre de tout formulaire ou guide qui peut être réutilisé pour créer écrans, rapports, notifications, etc.

Q.76. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-56

Description de l'exigence : La solution devrait permettre d'ajouter des scripts Java personnalisés que déclenchent des événements (*on load, on save, etc.*).

Question : Quelles fonctionnalités les scripts Java doivent-ils contrôler? Cette exigence a-t-elle été ajoutée parce que le SCC a vu cette fonctionnalité sur une autre plateforme?

R.76. Les détails seront définis lors de l'étape 2 – Conception de la solution, mais les scripts Java personnalisés seront utilisés pour gérer les actions déclenchées par un événement et nécessaires pour mener à bien un processus opérationnel (p. ex. déclencher un autre système, ouvrir une interface utilisateur, etc.) ou pour valider la conformité aux règles opérationnelles.

Q.77. **Section :** Maintenabilité, état de fonctionnement et gérabilité

Exigence n° : MA-4

Description de l'exigence : La solution doit permettre d'intégrer et de déployer rapidement de nouvelles capacités, des améliorations et des correctifs dont l'incidence sur les autres composants du système est négligeable, voire inexistante.

Question : Le SCC peut-il préciser ce qu'il entend par « rapide » et « nouvelles capacités »? Quelle est la définition d'une intégration ou d'une mise en service rapide? Quelle serait la portée d'une nouvelle capacité pouvant être mise en service rapidement?

R.77. Le SCC veut se doter d'une solution moderne et souple qui privilégie la configuration plutôt que la personnalisation, qui permet d'apporter des modifications au système avec peu ou pas de code et qui permet au SCC de réagir plus rapidement aux changements opérationnels et législatifs.

Q.78. **Section :** Localisation et convivialité

Exigence n° : LR-21

Description de l'exigence : La solution doit permettre de passer d'une fenêtre à l'autre (la suivante ou la précédente) sans perdre les données déjà saisies.

N° de l'invitation – Sollicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Question : S'attend-on à ce que les données minimales requises soient saisies et enregistrées?

R.78. Les détails seront définis lors de l'étape 2 – Conception de la solution, mais l'exigence serait que les utilisateurs puissent revenir à un écran précédent (p. ex. pour vérifier la valeur d'un champ particulier) sans avoir à finaliser et à enregistrer les données saisies, mais aussi sans avoir à saisir à nouveau ces données lorsqu'ils reviennent à l'écran où ils étaient auparavant. Cela peut se faire par la mise en cache, la sauvegarde des données sous forme provisoire ou d'autres mécanismes techniques.

Q.79. Quelles sont, le cas échéant, les restrictions en matière de résidence auxquelles le soumissionnaire doit se conformer?

R.79. Les soumissionnaires doivent se conformer aux exigences de sécurité et de résidence des données énoncées dans la DP. Les exigences de sécurité requises pour l'attribution du contrat sont précisées dans les parties 6.1 et 7.5. Les exigences en matière de résidence et de sécurité des données de la solution sont fournies à l'appendice 4 de l'annexe A – Énoncé des travaux et à l'appendice 3 de l'annexe B – Énoncé des besoins.

Q.80. Veuillez expliquer pourquoi la durée du contrat pour un prototype est maintenant de trois ans. Comment cette durée affecte-t-elle l'échéancier général?

R.80. Voir la réponse à la question 62.

Q.81. **Section :** Annexe A, Section 7.3

Exigence n° : DS13 Stratégie et plan de migration des données

Description de l'exigence : S.O.

Question : Afin d'estimer avec précision le niveau d'effort requis pour la migration des données, veuillez fournir les informations suivantes pour chaque système source pour lequel il y aura migration :

Système source
Description du système source
Base de données source
Domaine fonctionnel
Nom de table
Nombre d'enregistrements

Autre possibilité : le nombre de tables par domaine fonctionnel et le nombre d'enregistrements par table.

R.81. Comme l'énonce l'annexe A, appendice 3, Section 4 – Responsabilités, l'entrepreneur collaborera avec le SCC sur le mappage des données et sera responsable de la conception, de l'élaboration et de la mise à l'essai des scripts, des tâches ou des processus de migration des données requis pour charger les données dans la base de données de la solution. L'analyse et l'extraction de toutes les données sources nécessaires seront effectuées par le SCC.

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

- Q.82. **Section :** Annexe A, Section 8.3
- Exigence n° :** S.O.
- Description de l'exigence :** S.O.
- Question :** Pour que nous puissions estimer avec précision le niveau d'effort requis pour les intégrations, veuillez fournir le nombre et le type de systèmes qui devraient être intégrés et indiquer si l'interface est unidirectionnelle ou bidirectionnelle.
- R.82. L'architecture d'intégration n'utilise pas d'interfaces point à point. L'intégration se fera par le biais de la couche d'intégration des données. Le SCC gèrera l'échange de données avec d'autres applications et organisations. Toutefois, comme il est précisé dans les exigences en matière de compatibilité et d'intégration, la solution doit comprendre une bibliothèque d'interfaces API permettant d'accéder aux données et aux fonctionnalités opérationnelles. Les interfaces API doivent être bidirectionnelles.
- Q.83. Étant donné la valeur du processus d'approvisionnement agile et la préférence pour l'achat d'une solution commerciale, le Canada envisage-t-il d'utiliser les 100 000 \$ pour faire une analyse des activités approfondie afin de produire un plan de mise en œuvre complet et une estimation précise basée sur les ajustements/écarts/découvertes? Il faut considérer que 100 000 \$ est un budget très modeste pour implanter un prototype complet et fournir tous les produits livrables attendus sur trois ans. En tant que fournisseurs de systèmes commerciaux/militaires sur étagère, nous aimerions proposer une solution au Canada plutôt que d'attendre trois ans.
- R.83. Voir les réponses aux questions 3 et 62.
- Q.84. Comment le Canada envisage-t-il d'appliquer la validité de la soumission dans le contexte d'un prototype de trois ans?
- R.84. Voir la réponse à la question 62.
- Q.85. Le Canada souhaite-t-il évaluer des projets antérieurs comparables au prototype de trois ans ou comparables à la mise en œuvre complète d'une solution commerciale?
- R.85. Les projets antérieurs doivent être des projets de mise en œuvre complète.
- Q.86. Le Canada prévoit-il que l'émission des autorisations de tâche concorde avec le calendrier du projet établi pour la phase de mise en œuvre?
- R.86. Le Canada prévoit que l'émission des autorisations de tâche soit conforme à la portée, aux produits livrables et au calendrier convenus au moment de l'attribution du contrat.
- Q.87. En ce qui concerne les produits livrables tardifs, le Canada considérera-t-il qu'ils s'inscrivent dans le calendrier de projet le plus récent convenu? Il est fréquent que le calendrier soit modifié et revu après la signature du contrat.
- R.87. Oui.

N° de l'invitation – Solicitation No.	N° de la modif. – Amd. No	Id de l'acheteur – Buyer ID
21120-206246/C	005	005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Q.88. Un projet à prix fixe sur 23 ans est irréalisable compte tenu des changements technologiques et va à l'encontre des normes de l'industrie. Le Canada envisagerait-il de revoir cette idée?

R.88. L'acquisition d'une solution comme le Système de gestion des délinquants exige un investissement substantiel de la part du Ministère, tant pour l'acquisition elle-même que pour la mise en œuvre ultérieure du produit. Un contrat de plus de 15 ans n'est pas inhabituel pour une solution de ce type.

Q.89. Une société d'experts-conseils externe ou un partenaire de la solution actuelle ont-ils participé à la rédaction ou à la préparation de cette DP? Si oui, sont-ils également autorisés à soumettre une proposition?

R.89. Veuillez-vous reporter à la section 1.7 de la DP.

Q.90. Pouvez-vous indiquer qui a été chargé de créer la solution de gestion des victimes mentionnée dans la DP? A-t-elle été élaborée à l'aide de ressources internes?

R.90. La solution de gestion des victimes a été élaborée à l'aide de ressources internes.

Q.91 : Depuis début janvier, la variante omicron a gravement affecté la capacité de réponse de nombreux soumissionnaires, car jusqu'à un tiers des employés ont dû s'absenter du travail en raison d'une maladie ou pour s'occuper de membres de leur famille malades. En conséquence, nous demandons respectueusement une prolongation de 4 semaines. Une prolongation de la date de clôture donnerait aux soumissionnaires potentiels le temps de soumettre une proposition claire et concise.

R.91 : La date limite de réponse est prolongée jusqu'au 15 mars 2022.

Q.92. Le Canada pourrait-il indiquer s'il y a ou non un titulaire pour le système en place et, le cas échéant, si cela a une incidence sur le budget de 100 000 \$ prévu pour le prototype de trois ans? Comme l'industrie le sait, un tel budget ne couvre pas les dépenses et effleure à peine les investissements exclusifs.

R.92. Voir les réponses aux questions 3 et 61. Il n'y a pas de titulaire. Comme décrit dans la DP, le SGD a été élaboré sur mesure en interne.

Q.93. Le SCC envisagerait-il une durée de contrat plus courte que celle indiquée dans la DP (durée initiale de cinq ans avec une durée plus courte pour les années optionnelles)?

R.93. L'acquisition d'une solution comme le Système de gestion des délinquants exige un investissement substantiel de la part du Ministère, tant pour l'acquisition elle-même que pour la mise en œuvre ultérieure du produit. Il n'est pas possible de lancer un autre processus concurrentiel et de réévaluer une solution de cette portée et envergure après cinq ans.

Q.94. **Section :** Compatibilité et intégration

Exigence n° : CI-1

N° de l'invitation – Solicitation No. 21120-206246/C	N° de la modif. – Amd. No 005	Id de l'acheteur – Buyer ID 005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Description de l'exigence : Le modèle de déploiement privilégié de la solution sera le SaaS, suivi du PaaS et du IaaS, sur site, par ordre décroissant de préférence.

Question : Si la solution proposée est compatible avec Azure (service IaaS/PaaS de première partie) et prête à être mise en service dans l'espace infonuagique du SCC, le SCC considérera-t-il toujours la solution proposée comme un modèle SaaS?

Si la solution proposée doit être hébergée par le fournisseur, le soumissionnaire peut-il utiliser les licences du SCC (Microsoft Windows Server et Microsoft SQL Server) et ainsi retirer les coûts de ces licences du coût d'hébergement pour le SCC?

R.94. Les coûts pour Microsoft Windows Server et Microsoft SQL Server peuvent être exclus du calcul du coût du soumissionnaire.

Q.95. **Section :** Annexe B, Section 2 – Exigences cotées

Exigence n° : R-67

Description de l'exigence : Architecture et intégration fondées sur les composants -

Le SCC souhaiterait être en mesure d'obtenir un « gain éclair » et d'établir un soutien continu pour la modernisation en déployant une capacité opérationnelle au début du projet.

Question : Nous aimerions des précisions concernant les attentes du SCC pour cette exigence. Veuillez répondre aux questions suivantes :

- Le SCC cherche à obtenir un « gain éclair » grâce à un module de gestion des biens. A-t-il l'intention d'implanter ce module dans tous ses établissements au pays, dans une région ou dans un seul établissement?
- Le SCC a-t-il l'intention d'utiliser le module de gestion des biens parallèlement à l'ancienne application de gestion des biens, ou le module doit-il la remplacer dès sa mise en service?
- Bien que le SCC vise la gestion des biens comme domaine où obtenir un gain éclair, aimerait-il se faire proposer d'autres capacités modulaires qui pourraient être fournies dans un délai plus court?

R.95. Pour répondre à l'exigence R67, le module serait implanté à l'échelle nationale pour remplacer les capacités de gestion des biens personnels fournies par l'application actuelle. Dans ce scénario, une certaine intégration avec l'application actuelle serait nécessaire pour l'échange de données. La réponse à l'exigence R67 doit porter spécifiquement sur la capacité de gestion des biens personnels, mais le soumissionnaire peut également indiquer les autres capacités modulaires qu'il pourrait fournir dans des délais plus courts.

N° de l'invitation – Solicitation No.	N° de la modif. – Amd. No	Id de l'acheteur – Buyer ID
21120-206246/C	005	005IM
N° de réf. du client – Client Ref. No.	N° du dossier – File No.	N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

Q.96 : Notre organisation est touchée par le léger retard dans la réception des réponses du Canada aux questions posées publiquement, ce qui a eu une incidence sur nos pratiques de diligence raisonnable et de gouvernance. Le Canada pourrait-il accorder une prolongation supplémentaire à la DP ?

R.96 : Voir la réponse à la Q.91.

Q.97 : La DP décrit à l'annexe 3 – Paysage technique une plate-forme technologique existante basée sur un environnement Microsoft Azure. Plus précisément, l'exigence CI-3 stipule que « si la solution doit être hébergée par CSC (en nuage ou sur site), la préférence sera donnée à une solution compatible avec les services IaaS/PaaS de première partie disponibles sur le nuage Microsoft Azure. environnement." Nous demandons au Canada de supprimer toute préférence pour un fournisseur de nuage spécifique et de veiller à ce que le processus d'évaluation soit mené de manière structurée, cohérente, impartiale, équitable et transparente.

R.97 : Voir la réponse à la Q.68.

Q.98 : Les soumissionnaires auront-ils la possibilité d'incorporer leur propre logiciel, vie privée ou d'autres termes par référence dans l'accord résultant de cette DP?

R.98 : Le gouvernement du Canada n'autorisera pas l'inclusion des modalités et conditions du fournisseur dans le contrat subséquent.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.

N° de l'invitation – Solicitation No.
21120-206246/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° de la modif. – Amd. No
005
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
005IM
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

DSD-NHQ4504



Contract Number / Numéro du contrat
21120-22-3266246

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Correctional Service Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Offender Management System Modernization
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail To modernize its offender management system and transform current business processes to improve efficiency and effectiveness.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	N/A NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	N/A Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

Security Classification / Classification de sécurité

TBS/SCT 350-103 (2004/12)

Canada

N° de l'invitation – Solicitation No.
21120-206246/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° de la modif. – Amd. No
005
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
005IM
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No

DSD-NHQ4504



Contract Number / Numéro du contrat 21120-22-3266246
Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITE <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> SECRET SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS Special comments: Commentaires spéciaux : NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted: Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui DS <input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui

N° de l'invitation – Solicitation No.
21120-206246/C
N° de réf. du client – Client Ref. No.

N° de la modif. – Amd. No
005
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
005IM
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No



DSD-NHQ4504

Contract Number / Numéro du contrat
21120-22-3266246

Security Classification / Classification de sécurité

PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ		NATO				COMSEC						
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
	DS										A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support TI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link Lien électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée.

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Classification / Classification de sécurité